

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 17 juillet 2017

Macron et Trump : le bal des affreux !

Après Poutine à Versailles, Trump sur les Champs-Élysées : lors des cérémonies du 14 juillet, Trump et Macron ont affiché une complicité touchante. Trump, le calamiteux d'hier, est aujourd'hui mis à l'honneur. Une belle occasion pour Macron de s'afficher comme l'allié privilégié de la première puissance mondiale.

Au bonheur des marchands d'armes

Lors du traditionnel défilé militaire, les deux dirigeants ont assisté à la promotion des machines à tuer de l'armée française vendues par Dassault, Thales et compagnie. Marchands d'armes qui se portent à merveille et se frottent les mains au vu de la multiplication des tensions et des conflits dans le monde. Ils peuvent en tout cas compter sur la fidélité d'un de leurs meilleurs clients, l'État français. Et cela ne va pas s'arrêter de sitôt puisque Macron, en dépit de la polémique avec son chef d'état-major, a annoncé une augmentation du budget de l'Armée pour 2018.

La « liberté » de se faire bombarder

Pour justifier cet étalage militaire, Macron a présenté l'armée française comme « l'armée de la liberté et des droits ». À croire que les armes françaises tirent des fleurs ou des balles en mousse. Drôle de liberté que l'État français a exportée lorsqu'il a armé les génocidaires au Rwanda en 1994 !

Plus récemment, l'État français s'est plié en quatre pour que Dassault puisse vendre ses Rafale au dictateur égyptien Al-Sissi. Dictateur dont l'ONG *Human Rights Watch* décrit les pratiques : disparitions forcées, détentions de milliers d'opposants politiques, actes de tortures... Aussitôt élu, Macron a annoncé la poursuite de la « coopération militaire et sécuritaire » avec Al-Sissi. La liberté n'a qu'à bien se rhabiller.

Cette liberté a également un goût étrange pour les populations civiles de Syrie et d'Irak, piégées entre la barbarie de Daech et celle des bombes de la coalition dirigée par les États-Unis et à laquelle participe la France. Bombes qui ont fait des centaines de victimes civiles au minimum et qui contribuent à dé-

truire toujours plus ces deux pays. À Mossoul et à Rakka, où des centaines de milliers de civils sont coincés, la coalition a notamment utilisé des obus au phosphore blanc qui provoquent des brûlures atroces.

Les guerres impérialistes comme terreau du terrorisme

C'est autour de la prétendue « lutte contre le terrorisme » que s'est scellée la lune de miel entre Trump et Macron. Elle justifierait toutes les interventions guerrières et leur lot d'atrocités. Rappelons tout de même que c'est l'intervention occidentale en Irak en 2003, en mettant le pays à feu et à sang tout en y instrumentalisant les différences confessionnelles, qui a permis l'essor de Daech dans la région.

Et si aujourd'hui Daech perd pied sur un terrain militaire en Syrie et en Irak, les territoires « libérés » sont loin d'être sortis d'affaire. Selon Amnesty International, à Mossoul, l'armée irakienne et les milices qui l'accompagnent, soutenues par la coalition internationale, se sont rendues coupables d'exactions voire de crimes de guerre sur les populations locales. Pour Trump et Macron, la liberté est décidément une valeur à géométrie variable...

Tout comme Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande avant lui, Macron, avec sa politique guerrière, ne défend en rien la paix et la liberté dans le monde. La France capitaliste essaie d'élargir sa place au soleil dans le concert des puissances impérialistes afin de protéger les intérêts de ses multinationales, à commencer par celles de l'énergie ou de l'industrie de l'armement.

Pour, entre autres, veiller sur les ports, routes et voies ferrées de l'empire Bolloré en Côte-d'Ivoire et en Guinée, garantir le pillage des ressources en uranium du Niger par Areva, ou les parts de marché de Total au Moyen-Orient, l'État français et son armée répondent toujours présent.

Ce nombre pourrait peser à l'avenir

Jeudi dernier, la pétition contre le licenciement de notre collègue cariste Rachid Jelti a été remise à la direction. Près de 1 500 ouvriers de l'usine l'ont signée. Lors d'un débrayage, une soixantaine d'ouvriers se sont rassemblés.

Ça montre combien nous sommes à nous opposer non seulement à la répression mais aussi aux conditions de travail imposées par la direction, conditions qui seront encore aggravées par les mesures de la loi travail, amplifiées par Macron à la rentrée.

PSA : la chasse antisyndicale est ouverte

Farid Borsali, secrétaire du syndicat CGT de PSA Poissy vient d'être condamné à six mois de prison avec sursis et 2 600 € d'amende. Il est accusé d'avoir « tordu l'index » d'un chef. Alors que l'huissier, dépêché par PSA n'a rien noté dans son rapport de la prétendue « agression » et que le chef travaillait avec ses dix doigts le lendemain. Le seul « crime » de Farid est d'avoir dénoncé l'insécurité sur les lignes de Montage. Neuf autres militants de la CGT Poissy sont menacés par la justice pour avoir voulu faire respecter une restriction médicale. À PSA Mulhouse, six délégués sont en examen pour avoir diffusé un tract.

Un comité de défense des libertés ouvrières et syndicales à PSA vient d'être créé. Ce jugement politique du tribunal n'entamera pas notre détermination à faire respecter nos droits.

Il ne faut pas jouer avec notre peau

B2, quai Nord, déchargement, au « Cross-Dock », la zone a été réaménagée. Il y a plus de 10 jours, un intérimaire cariste y a été posté. Après deux heures de travail, il a refusé de continuer dans ces conditions, redoutant un accident grave et imminent.

En effet, les caristes risquent non seulement de se rentrer dedans mais en plus de percuter des urgentistes et moniteurs du B3 ou les collègues de Trigo qui viennent chercher des pièces déchargées. Une procédure pour Danger Grave et Imminent avait d'ailleurs été déposée il y a plus d'un mois.

Le collègue intérimaire a osé faire exactement ce que ce que nous devrions tous faire : refuser de travailler quand notre sécurité n'est pas garantie.

Si on voulait la coincer ce serait maintenant

Les H+ se suivent et s'accumulent. Samedis bossés et pas moins de 5 heures de rallongement au mois de juillet pour l'équipe C (tout ça pour faire des chiffres inférieurs à des journées de 7 heures en conditions normales).

Les mois d'attente se prolongent pour les clients sur tous les modèles. La direction a un besoin vital qu'on crache des véhicules, mais ne veut faire aucun effort et refuse de payer les heures. Dans des conditions pareilles, il suffirait qu'on la prenne à la gorge en exigeant le paiement pour qu'elle y soit obligée.

Qui veut la fin veut aussi les moyens

Vendredi 14 juillet au soir, jour de fête nationale du grand patronat et de son armée, la direction a obligé les 3 équipes à bosser, ça a fichu en l'air le week-end de trois jours qu'on méritait tous. Mais là, elle n'a pas hésité à raquer : les heures ont été payées en heures sup, majorées de 50 %. Quand on peut payer tout ça, on est aussi capable de payer tout le reste.

Le racket de la Mutuelle PSA s'amplifie

La direction veut modifier la mutuelle à partir du 1^{er} janvier prochain. Les remboursements vont diminuer dans certains cas pour la mutuelle de base. Et pour ceux qui ont l'option, ça va être 9,4 % d'augmentation des cotisations (+ 3 € par mois, + 1 € par enfant). Les cotisations des retraités augmenteront de 6 € pour la mutuelle de base et de 3 € pour l'option. Et la direction annonce son intention d'augmenter en 2019 la cotisation des conjoints des salariés PSA.

PSA fait des milliards de profits mais n'augmente pas sa part. Cette mutuelle obligatoire, c'est du vol.

PSA Sochaux : viré... pour résultats insuffisants

La direction de PSA Sochaux menace de licencier un technicien de 47 ans (27 ans d'ancienneté) pour insuffisance de résultats. Le collègue n'avait pas l'âge pour le plan senior et n'était pas intéressé par le plan DAEC, alors la direction l'a accusé de ne pas atteindre les objectifs... pour le mettre dehors.

La direction pleurniche dans la presse qu'il lui manque 450 techniciens pour le nouveau SUV 3008 en septembre. Virer les uns pour mieux terroriser tous les autres partout dans le groupe, une belle méthode de recrutement !

Nous sommes tous des GM&S !

La CGT Métallurgie appelle à une heure de grève ce mardi 18 pour soutenir les salariés de GM&S soustraitant de PSA et de Renault, menacé de liquidation. Le tribunal de Poitiers doit examiner l'offre du repreneur GMD qui envisage de ne reprendre que 120 salariés, laissant les 157 autres sur le carreau. Après le blocage du site PSA de Sept-Fons, le gouvernement, Renault et PSA jouent la montre en annonçant des commandes bidon.

Cette grève est l'occasion de montrer notre solidarité à nos collègues de GM&S. Car un jour nous serons tout aussi menacés qu'eux.

Les ouvriers slovaques nous montrent l'exemple

Après 6 jours de grève, à l'usine Volkswagen de Slovaquie (fabricant la Porsche Cayenne et de l'Audi Q7), les 10 000 ouvriers grévistes ont gagné une augmentation de 14,1 %, une prime de 500 € et une journée de congé en plus. Ils considèrent qu'ils n'avaient pas à être moins payés que leurs collègues allemands pour le même travail.